



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 03829

Numéro SIREN : 520 230 590

Nom ou dénomination : NJJ HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 28/06/2016 sous le numéro de dépôt 64003

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 28-06-2016

N° DE DEPOT : 2016R064003

N° GESTION : 2010B03829

N° SIREN : 520230590

DENOMINATION : NJJ HOLDING

ADRESSE : 16 rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris

DATE D'ACTE : 18-05-2016

TYPE D'ACTE : Rapport du commissaire aux apports

NATURE D'ACTE :

François Carrega
Commissaire aux comptes
13 boulevard des Invalides
75007 Paris

NJJ Holding

Société par actions simplifiée au capital de 396 246 984,90 euros

16 rue de la Ville L'Evêque – 75008 Paris

RCS Paris 520 230 590

Apport en nature de titres de la société Iliad consenti par
Monsieur Xavier Niel au profit de la société NJJ Holding

Rapport du Commissaire aux apports sur la valeur de l'apport

Apport en nature de titres de la société Iliad consenti par Monsieur Xavier Niel au profit de la société NJJ Holding

Rapport du Commissaire aux apports sur la valeur de l'apport

Monsieur,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique de la société NJJ Holding en date du 10 mai 2016, concernant l'apport en nature portant sur des titres de la société Iliad, devant être consenti par Monsieur Xavier Niel au profit de la société NJJ Holding, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L. 225-147 du Code de commerce.

Les conditions du présent apport ont été arrêtées dans le projet de traité d'apport signé le 18 mai 2016 par les parties concernées.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire augmentée éventuellement de la prime d'émission.

A aucun moment, nous ne nous sommes trouvés dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

Notre mission prend fin avec le dépôt du présent rapport, il ne nous appartient pas de le mettre à jour pour tenir compte des faits et des circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de prendre connaissance de nos constatations et conclusion présentées ci-après, selon le plan suivant :

1. **Présentation de l'opération et description de l'apport**
2. **Diligences accomplies et appréciation de la valeur de l'apport**
3. **Conclusion**



1. Présentation de l'opération et description de l'apport

1.1 Contexte de l'opération

Iliad est un fournisseur français d'accès à l'Internet Haut Débit. Iliad est la maison-mère de Free, l'inventeur de la Freebox, le 1^{er} boîtier multiservices sur l'ADSL. Free est à l'origine de nombreuses innovations sur le marché de l'accès Haut Débit et Très Haut Débit (VoIP, IPTV, forfaitisation des appels vers de nombreuses destinations). Free compte près de 18 millions d'abonnés (dont 6 millions d'abonnés Haut Débit et Très Haut Débit et 12 millions d'abonnés mobiles au 31 décembre 2015).

En 2015, Iliad a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 4 414,4 millions d'euros et un résultat opérationnel consolidé de 662,0 millions d'euros. Au 31 décembre 2015, le groupe comptait 7 901 salariés.

La société est cotée sur le Compartiment A d'Euronext Paris.

Monsieur Xavier Niel envisage d'apporter des titres qu'il détient directement et personnellement sur la société Iliad au profit de la société NJJ Holding dont il détient l'intégralité du capital.

1.2 Partie et sociétés concernées par l'opération

1.21 Monsieur Xavier Niel, apporteur

Monsieur Xavier Niel, de nationalité française, est né le 25 août 1967 à Maisons Alfort et demeure 3-5, rue d'Andigné à Paris (75116).

Monsieur Xavier Niel apportera 765 400 titres représentant 1,3 % du capital d'Iliad.

1.22 NJJ Holding, société bénéficiaire

NJJ Holding est une société par actions simplifiée au capital de 396 246 984,90 euros, divisé en 3 962 469 849 actions de 0,10 euro de valeur nominale chacune.

Son siège social est situé 16 rue de la Ville l'Evêque à Paris (75008). La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 520 230 590.

La société a été constituée en février 2010. Elle a notamment pour objet en France et à l'étranger :

- l'acquisition, la détention, la gestion, la cession ou la prise de toute participation ;
- l'assistance générale aux sociétés dans lesquelles elle détient des participations.



1.23 Iliad, société dont les titres sont apportés

Iliad est une société anonyme au capital de 12 999 215,04 euros, divisé en 58 710 256 actions.

Son siège social est situé 16 rue de la Ville l'Evêque à Paris (75008). La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 342 376 332.

La société intervient dans le secteur des télécommunications et de l'Internet.

1.24 Liens entre les parties

L'apporteur Monsieur Xavier Niel détient l'intégralité du capital de la société bénéficiaire et environ 54,5 % de la société dont les titres sont apportés.

L'apporteur Monsieur Xavier Niel est Président de la société bénéficiaire et Directeur Général Délégué de la société dont les titres sont apportés.

1.3 Description de l'opération

1.31 Caractéristiques essentielles de l'apport

Les parties sont convenues dans le projet de traité d'apport, que sous réserve de la réalisation de la condition suspensive exposée ci-après au paragraphe 1.32, l'apporteur procédera à l'apport au profit de la société bénéficiaire, d'actions qu'il détient dans la société Iliad.

Les modalités de réalisation de l'opération, qui sont mentionnées de façon détaillée dans le projet de traité d'apport, peuvent se résumer comme suit.

Date de réalisation de l'opération

L'opération d'apport sera réalisée avec effet comptable et fiscal immédiat au jour de la décision d'associé unique prévue le 18 mai 2016.

Régime juridique

L'apport des titres à la société NJJ Holding est soumis au régime juridique de droit commun des apports en nature tel que prévu à l'article L. 225-147 du Code de commerce.



Régime fiscal

L'apport étant réalisé par un apporteur personne physique soumis à l'impôt sur le revenu, il ouvre droit, dans les conditions prévues à l'article 150-0 B du Code général des impôts, à un sursis d'imposition des plus-values réalisées lors de l'apport jusqu'à la cession, le rachat, le remboursement ou l'annulation des actions ayant rémunéré cet apport.

L'apport aura, sur le plan fiscal, la même date d'effet que sur le plan juridique, soit, la date de réalisation définitive de l'apport.

En matière de droits d'enregistrement, l'apport donnera lieu au paiement du droit fixe.

1.32 Condition suspensive

L'apport ne deviendra définitif qu'au jour de l'approbation de l'apport par décision de l'associé unique de la société bénéficiaire et de l'augmentation de capital corrélative à l'opération d'apport.

1.33 Rémunération de l'apport

Rémunération

En contrepartie de l'apport, il sera attribué à l'apporteur 1 500 184 000 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, qui seront émises au pair par la société bénéficiaire lors de l'approbation de l'apport par décision de l'associé unique de ladite société bénéficiaire.

Après réalisation de l'apport, le capital social de la société bénéficiaire sera augmenté de 150 018 400 euros, par émission de 1 500 184 000 actions nouvelles au profit de l'apporteur.

Les actions seront émises à toutes les dispositions des statuts de la société bénéficiaire dont l'apporteur déclare avoir pris connaissance.

L'apporteur bénéficiera de tous les droits et avantages conférés aux associés de la société bénéficiaire.

Propriété et jouissance des actions nouvelles émises

L'apporteur aura la pleine propriété des actions nouvelles au jour de la date de réalisation définitive de l'apport.

Les actions nouvelles porteront jouissance à compter de la date de réalisation définitive de l'apport. Elles seront, à compter de cette date, entièrement assimilées aux actions anciennes de la société bénéficiaire pour l'exercice de tous les droits pécuniaires ou autres qui y seront attachés, et plus généralement supporteront les mêmes charges et jouiront des mêmes droits que les actions anciennes composant le capital social de la société bénéficiaire.

1.4 Description et évaluation de l'apport

1.41 Description de l'apport

Aux termes du projet de traité d'apport, l'apporteur s'engage irrévocablement à apporter à la société bénéficiaire, en pleine propriété, l'intégralité des 765 400 actions Iliad.

1.42 Méthode d'évaluation retenue

S'agissant de l'apport de titres détenus par une personne physique, les titres sont apportés à leur valeur réelle.

La valeur de l'apport a été déterminée d'un commun accord entre les parties et s'élève à 150 018 400 euros, calculée sur la base du cours de clôture de l'action Iliad en date du 18 mai 2016.

Les actions apportées le sont coupon attaché au titre du dividende de l'exercice 2015.

2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur de l'apport

2.1 Diligences mises en œuvre par le Commissaire aux apports

Notre mission s'inscrit parmi les autres interventions définies par la loi et prévues par le cadre conceptuel de la doctrine de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes.

Elle a pour objet d'éclairer l'associé unique de la société NJJ Holding sur la valeur de l'apport effectué par Monsieur Xavier Niel. En conséquence, elle ne relève pas d'une mission d'audit ou d'une mission d'examen limité. Elle n'implique pas non plus validation du régime fiscal applicable à l'opération. Elle ne saurait être assimilée à une mission de « *due diligence* » effectuée pour un prêteur ou un acquéreur et ne comporte pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention. Notre rapport ne peut donc pas être utilisé dans ce contexte.

Notre opinion est exprimée à la date du présent rapport qui constitue la fin de notre mission. Il ne nous appartient pas d'assurer un suivi des événements postérieurs survenus éventuellement entre la date du rapport et la date de décision d'associé unique appelé à se prononcer sur l'opération d'apport.



Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, au regard de la doctrine professionnelle applicable à cette mission.

Nous avons, en particulier, effectué les travaux suivants :

- nous nous sommes entretenus avec les responsables en charge de l'opération, tant pour appréhender le contexte de l'opération d'apport proposée, que pour en analyser les modalités économiques, comptables, juridiques et fiscales envisagées ;
- nous avons examiné le projet de traité d'apport ;
- nous avons pris connaissance des rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2015 de la société Iliad qui mentionnent une certification sans réserve ;
- à l'effet d'apprécier la valeur des apports, nous avons pris connaissance et apprécié l'approche de valorisation des titres de la société Iliad retenue par les parties ; nous avons vérifié sa correcte application et les calculs de valorisation qui en résultent ;
- nous nous sommes assurés de la pleine et entière propriété ainsi que de la libre transférabilité des titres devant être apportés, par une revue de l'attestation de la banque dépositaire, et une confirmation de l'apporteur que ces titres seraient libres de tout nantissement ou autre restriction à leur pleine propriété et à leur libre transférabilité à la date de réalisation de l'apport ;
- nous nous sommes fait confirmer par l'apporteur qu'aucun événement prévisible à ce jour ne pourrait modifier de manière significative notre appréciation de la valeur des titres apportés.

2.2 Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité avec la réglementation comptable

Comme il est précisé précédemment, l'apport de titres doit être consenti par une personne physique au profit de la société NJJ Holding.

Dans ce contexte, les parties ont décidé de retenir comme valeur d'apport des titres concernés, la valeur réelle telle qu'elle ressort du cours de clôture à la date de l'opération.

S'agissant d'un apport de titres isolés, le principe de valorisation ainsi retenu n'appelle pas d'observation de notre part.

2.3 Réalité de l'apport

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété par l'apporteur des titres apportés et nous nous sommes fait confirmer que les titres apportés étaient libres de tout nantissement ou autre restriction à leur pleine propriété et à leur libre transférabilité.



2.4 Valeur individuelle et globale des apports

La valeur d'apport individuelle retenue pour les titres de la société Iliad apportés par l'apporteur personne physique, a été déterminée par référence au cours de clôture de l'action Iliad en date du 18 mai 2016.

Nous avons mis en œuvre des travaux d'analyse du cours de bourse d'Iliad et avons observé les objectifs de cours tels qu'ils ressortent des analyses de marché.

A l'issue de nos travaux, nous n'avons pas identifié d'élément susceptible de remettre en cause la valeur globale des titres retenue pour l'apport.

3. Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur globale des apports retenue s'élevant à 150 018 400 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que celle-ci est au moins égale au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport.

Paris, le 18 mai 2016



François Carrega

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 28-06-2016

N° DE DEPOT : 2016R064003

N° GESTION : 2010B03829

N° SIREN : 520230590

DENOMINATION : NJJ HOLDING

ADRESSE : 16 rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris

DATE D'ACTE : 18-05-2016

TYPE D'ACTE : Décision(s) de l'associé unique

NATURE D'ACTE : Augmentation du capital social

NJJ Holding
Société par Actions Simplifiée
Capital social de 396.246.984,90 euros
Siège social : 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris
520 230 590 RCS Paris

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 18 MAI 2016**

Le 18 mai 2016

Monsieur Xavier Niel, né le 25 août 1967, à Maisons-Alfort (94), de nationalité française, demeurant 3-5, rue d'Andigné, 75116 Paris (l'« **Associé Unique** »),

Agissant en sa qualité d'Associé Unique de la société NJJ Holding, société par actions simplifiée au capital social de 396.246.984,90 euros dont le siège social est 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 520 230 590 (ci-après la « **Société** »),

Après avoir pris connaissance des documents suivants :

- la lettre de convocation des commissaires aux comptes ;
- le rapport du Président ;
- une copie du traité d'apport aux termes duquel l'Associé Unique apporte à la Société 765'400 actions de la société Iliad, société anonyme au capital de 12.999.215,04 euros, dont le siège social est situé 16 rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 342 376 332 (« **Iliad** ») au profit de la Société ;
- une copie des décisions de l'Associé Unique procédant à la nomination du commissaire aux apports en date du 10 mai 2016 ;
- le rapport de Monsieur François Carrega, commissaire aux apports ;
- le texte des projets de décisions ;
- un exemplaire des statuts en vigueur ; et
- un exemplaire des statuts intégralement modifiés.

Et après avoir constaté que Monsieur Guy Baeckeroot et que la Société Fid Sud Audit, commissaires aux comptes de la société, étaient absents et excusés.

A pris les décisions suivantes :

- *ratification du traité d'apport en nature de 765'400 actions de la société Iliad au profit de la Société ;*
- *augmentation du capital social par apport en nature d'un montant total de 150'018'400 euros, par émission de 1'500'184'000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, émises au pair, ayant pour effet de porter le capital social de la Société de 396.246.984,90 euros à 546.265.384,90 euros ;*
- *constatation de la réalisation de l'augmentation du capital ;*
- *modification corrélative des statuts ;*
- *Pouvoirs pour formalités.*

PREMIERE DECISION

Ratification du traité d'apport en nature de 765'400 actions de la société Iliad au profit de la Société

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Président, du rapport du commissaire aux apports nommé par décision de l'Associé Unique en date du 10 mai 2016 et du traité d'apport aux termes duquel, Monsieur Xavier Niel apporte à la Société 765'400 actions de la société Iliad évaluées à 150'018'400 euros (ci-après, le « **Traité d'Apport** »), approuve les termes du Traité d'Apport, l'évaluation susvisée et les modalités de rémunération de l'apport, à savoir l'attribution de 1'500'184'000 actions nouvelles.

L'Associé Unique autorise en conséquence la réalisation de l'apport.

DEUXIEME DECISION

Augmentation du capital social par apport en nature d'un montant total de 150'018'400 euros, par émission de 1'500'184'000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, émises au pair, ayant pour effet de porter le capital social de la Société de 396.246.984,90 euros à 546.265.384,90 euros

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Président et du rapport du commissaire aux apports nommé par décision de l'Associé Unique en date du 10 mai 2016 décide, en rémunération de l'apport de 765'400 actions Iliad d'une valeur de 150'018'400 euros de la création de 1'500'184'000 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, émises au pair, ayant pour effet d'augmenter le capital social d'un montant de 150'018'400 euros pour le porter de 396.246.984,90 euros à 546.265.384,90 euros.

Les actions nouvelles seront, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital, entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de l'Associé Unique.

Les actions nouvelles de 0,10 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées, sont attribuées en totalité à Monsieur Xavier Niel en rémunération de son apport.

Le Président déclare que la séance est suspendue afin de permettre la réalisation matérielle de l'augmentation de capital susvisée, et notamment la signature de l'ordre de transfert par Monsieur Xavier Niel, l'inscription des titres apportés au compte de titres de NJJ Holding et l'inscription des actions nouvellement émises sur le registre des mouvements de titres et les comptes d'actionnaires de la Société.

Après la réalisation matérielle de l'augmentation de capital susvisée, l'Associé Unique poursuit ses décisions.

TROISIEME DECISION

Constatation de la réalisation de l'augmentation du capital

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Président, de l'ordre de transfert, des registres de mouvements de titres de la Société ainsi que des comptes individuels d'actionnaires de la Société et des décisions précédentes, constate que l'intégralité des 1.500.184.000 actions émises en rémunération de l'apport en nature susvisé ont été attribuées et que le capital social de la Société s'établit désormais à la somme de 546.265.384,90 euros, composé de 5.462.633,89 actions ordinaires de 0,10 euro de valeur nominale chacune.

QUATRIEME DECISION
Modification corrélative des statuts

En conséquence des décisions qui précèdent, l'Associé Unique décide de procéder à la modification des articles 6 et 7 des statuts de la Société intitulés respectivement « Apports » et « Capital social » qui seront désormais rédigés comme suit :

Ancien Article 6

« ARTICLE 6 - APPORTS »

Lors de la constitution de la Société, le montant du capital, provenant uniquement d'apports en numéraire, a été entièrement libéré. Les dix (10) actions composant le capital social ont été émises au pair au prix de dix centimes (0,10) d'euro par action.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 23 mars 2010, le capital social a été porté à la somme de 34.000.001 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 500.000 actions Iliad évalué à 37.400.000 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique (i) 340.000.000 d'actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées, et (ii) une soulte de 3.400.000 euros.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 7 septembre 2010, le capital social a été porté à la somme de 81.059.091,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 700.000 actions Iliad évalué à 51.764.999,99 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique (i) 470.590.909 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées, et (ii) une soulte de 4.705.909,09 euros.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 5 novembre 2010, le capital social a été porté à la somme de 81.239.535,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 1.615 actions Odyssey Music Group, évalué à 180.444 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 1.804.440 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 2 septembre 2013, le capital social a été porté à la somme de 396.246.984,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 1.736.535 actions Iliad évalué à 315.007.449 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 3.150.074.490 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées. »

Nouvel Article 6

« ARTICLE 6 - APPORTS »

Lors de la constitution de la Société, le montant du capital, provenant uniquement d'apports en numéraire, a été entièrement libéré. Les dix (10) actions composant le capital social ont été émises au pair au prix de dix centimes (0,10) d'euro par action.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 23 mars 2010, le capital social a été porté à la somme de 34.000.001 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 500.000 actions Iliad évalué à 37.400.000 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique (i) 340.000.000 d'actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées, et (ii) une soulte de 3.400.000 euros.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 7 septembre 2010, le capital social a été porté à la somme de 81.059.091,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 700.000 actions Iliad évalué à 51.764.999,99 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique (i) 470.590.909 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées, et (ii) une soultte de 4.705.909,09 euros.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 5 novembre 2010, le capital social a été porté à la somme de 81.239.535,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 1.615 actions Odyssey Music Group, évalué à 180.444 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 1.804.440 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 2 septembre 2013, le capital social a été porté à la somme de 396.246.984,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 1.736.535 actions Iliad évalué à 315.007.449 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 3.150.074.490 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées. »

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 18 mai 2016, le capital social a été porté à la somme de 546.265.384,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 765'400 actions Iliad évalué à 150'018'400 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 1.500.184.000 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées. »

Ancien Article 7

« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de trois cent quatre-vingt-seize millions deux cent quarante-six mille neuf cent quatre-vingt-quatre euros et quatre-vingt-dix centimes (396.246.984,90 €).

Il est divisé en trois milliards neuf cent soixante-deux millions quatre cent soixante-neuf mille huit cent quarante-neuf (3.962.469.849) actions d'une valeur nominale de dix centimes (0,10) d'euro chacune, entièrement libérées. »

Nouvel Article 7

« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent quarante-six millions deux cent soixante-cinq mille trois cent quatre-vingt quatre euros et quatre-vingt dix centimes (546.265.384,90 €).

Il est divisé en cinq milliards quatre cent soixante-deux millions six cent cinquante-trois mille huit cent quarante-neuf (5.462.653.849) actions d'une valeur nominale de dix centimes (0,10) d'euro chacune, entièrement libérées. »

CINQUIEME DECISION

Pouvoirs pour formalités

L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes décisions pour accomplir toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal.


Monsieur Xavier Niel
Associé Unique

Enregistré à : S I E 8 EME EUROPE-ROME POLE ENREGISTREMENT
Le 01/06/2016 Bordereau n°2016/1 725 Case n°11 Ext 5952
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agent des impôts



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 28-06-2016

N° DE DEPOT : 2016R064003

N° GESTION : 2010B03829

N° SIREN : 520230590

DENOMINATION : NJJ HOLDING

ADRESSE : 16 rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris

DATE D'ACTE : 18-05-2016

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

" NJJ HOLDING "

Société par actions simplifiée à associé unique

Au capital de 546.265.384,90€

16 rue de la Ville l'Evêque
75008 Paris

R.C.S. Paris 520 230 590

STATUTS

STATUTS A JOUR CERTIFIES EXACTS ET CONFORMES

A LA DATE DU 18 MAI 2016

Xavier NIEL Président



TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La société (la « **Société** ») est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La société par actions simplifiée ne peut procéder à une offre au public de ses titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L. 411.2 du code monétaire et financier.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, de manière directe ou indirecte, tant en France qu'à l'étranger :

- l'acquisition, la détention, la gestion, la cession ou la prise de toute participation, de quelque manière que ce soit, à titre minoritaire ou majoritaire, dans le capital social et les droits de vote de sociétés existantes ou à créer, et dans toutes autres personnes morales quelle que soit leur forme juridique, ainsi que la souscription à cet effet de tout financement quel qu'en soit la forme ;
- plus généralement, apporter toute assistance utile, administrative, financière, juridique, comptable, notamment, sous toutes les formes, aux sociétés et autres personnes morales dans lesquelles elle détient des participations ;
- enfin réaliser toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en favoriser le développement ou l'extension.

La Société peut agir, en tous pays, pour son compte ou le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association ou société avec toutes autres personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public et réaliser, sous quelle que forme que ce soit, directement ou indirectement les opérations rentrant dans l'objet social.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : NJJ HOLDING.

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 16 rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département, d'un département limitrophe ou partout ailleurs en France par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts de la Société en conséquence, et à l'étranger par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La Société est constituée pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par la loi ou décidés par l'associé unique ou la collectivité des associés.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, le montant du capital, provenant uniquement d'apports en numéraire, a été entièrement libéré. Les dix (10) actions composant le capital social ont été émises au pair au prix de dix centimes (0,10) d'euro par action.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 23 mars 2010, le capital social a été porté à la somme de 34.000.001 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 500.000 actions Iliad évalué à 37.400.000 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique (i) 340.000.000 d'actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées, et (ii) une soulte de 3.400.000 euros.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 7 septembre 2010, le capital social a été porté à la somme de 81.059.091,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 700.000 actions Iliad évalué à 51.764.999,99 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique (i) 470.590.909 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées, et (ii) une soulte de 4.705.909,09 euros.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 5 novembre 2010, le capital social a été porté à la somme de 81.239.535,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 1.615 actions Odyssey Music Group, évalué à 180.444 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 1.804.440 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 2 septembre 2013, la capital a été porté à la somme de 396.246.984,90 euros, par apport, effectué par l'associé unique, de 1.736.535 actions Iliad évalué à 315.007.449 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 3.150.074.490 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 18 mai 2016, la capital social a été porté à la somme de 546.265.384,90 euros, par apport, effectué par l'associé unique, de 765.400 actions Iliad évalué à 150.018.400 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 1.500.184.000 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent quarante-six millions deux cent soixante-cinq mille trois cent quatre-vingt-quatre euros et quatre-vingt-dix centimes (546.265.384,90 €).

Il est divisé en cinq milliards quatre cent soixante-deux millions six cent cinquante-trois mille huit cent quarante-neuf (5.462.653.849) actions d'une valeur nominale de dix centimes (0,10) d'euro chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom de leur titulaire sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société. Les attestations en compte sont valablement signées par le Président ou par toute personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Tout associé ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions sociales.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des résultats de la Société où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions sociales.

Chaque action dispose d'un droit de vote.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées lors de la souscription de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est appelé en une ou plusieurs fois dans un délai ne pouvant dépasser cinq (5) ans.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés au moins quinze jours à l'avance.

ARTICLE 11 - MODALITES DE TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions de la Société sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé tenu chronologiquement dit « registre des mouvements de titres ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les dix (10) jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

La transmission d'actions à titre gratuit s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-avant.

Les frais de transfert sont à la charge du cessionnaire sauf convention contraire entre le cédant et le cessionnaire.

Les actions de numéraire provenant d'une augmentation de capital sont négociables dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital, c'est-à-dire dès la date d'établissement du certificat du dépositaire des fonds ou des commissaires aux comptes.

Les actions d'apport sont négociables dès la date de la décision du ou des associés ayant approuvé les apports.

ARTICLE 12 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions de l'article 18 ci-après, au vu du rapport du Président.

Le ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. L'associé unique ou la collectivité des associés peut également décider la suppression de ce droit.

Le capital social peut être augmenté, soit par émission d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes. Les actions nouvelles sont libérées, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apports en nature, soit par conversion d'obligations. Les actions nouvelles sont émises, soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Le ou les associés peuvent aussi autoriser ou décider la réduction du capital social pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

TITRE III – DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 - PRESIDENCE

La Société est représentée, gérée et administrée par un président (le « **Président** »), personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision de l'associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, par décision collective des associés adoptée à la majorité simple des associés présents et/ou représentés disposant du droit de vote.

Le premier président de la Société est Monsieur Xavier Niel, né le 25 août 1967 à Maisons-Alfort (94) de nationalité française, demeurant 3-5, rue d'Andigné 75016 Paris.

Le Président est nommé pour une durée indéterminée.

En cas de décès ou de démission, il est immédiatement pourvu à son remplacement par décision de l'associé unique ou des associés. En cas d'empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à

3 mois, il est également pourvu à son remplacement par décision de l'associé unique ou des associés. Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur ou jusqu'au retour du Président empêché. En cas de décès de l'associé unique assurant les fonctions de Président, son remplaçant sera nommé par les ayants droits de l'associé unique.

Conformément à la loi, le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer une preuve. Toute limitation des pouvoirs du Président est sans effet à l'égard de tiers.

Les fonctions de Président prennent fin soit par la démission, le décès, la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés sans préavis, ni indemnité d'aucune sorte et sans avoir à en justifier.

ARTICLE 14 – DIRECTION GENERALE

Le Président peut nommer, renouveler ou mettre fin aux fonctions d'un ou plusieurs directeurs généraux (le « **Directeur Général** » ou les « **Directeurs Généraux** »), personnes physiques ou morales, investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

Au plan interne, le Président fixera éventuellement les domaines et les limitations de pouvoirs du Directeur Général.

Le Directeur Général est autorisé à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés.

En cas de décès ou de démission, il peut être pourvu à son remplacement par décision du Président.

En cas d'empêchement d'un Directeur Général d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois (3) mois, il est pourvu à son remplacement par décision du Président.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le Directeur Général peut conserver ou pas son mandat sur décision du nouveau Président.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément à la possibilité offerte par la loi, la Société ne comporte pas de commissaire aux comptes.

Toutefois, la Société désignera, par décision de l'associé unique ou décision collective des associés, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants en cas de dépassement des seuils prévus par la loi. Les commissaires aux comptes titulaire et suppléant sont, le cas échéant, nommés pour une durée de six (6) exercices. Ils sont toujours rééligibles.

En outre, tout associé pourra demander à la Société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la Société elle-même, soit dans ses filiales.

Le(s) commissaire(s) aux comptes titulaire(s), sur convocation du Président, assistera(ont) à toutes les décisions de l'associé unique ou décisions collectives des associés prises en assemblées générales.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES ASSOCIES OU DIRIGEANTS

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Les associés statuent sur ce rapport lors de l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président de la Société et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Le Président ou le Directeur Général, le cas échéant, doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, des conventions réglementées visées au premier paragraphe ci-dessus intervenues au cours de l'exercice ou au cours d'exercices antérieurs et qui se sont poursuivies au cours du dernier exercice, dans le délai d'un (1) mois à compter de la clôture de l'exercice.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa ci-dessus, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé peut en obtenir communication.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et aux dirigeants de la société, autre qu'une personne morale, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 17 - COMITE D'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions de l'article L. 2323-66 du code du travail, les représentants du personnel délégués par le comité d'entreprise exercent, le cas échéant, les droits définis aux articles L. 2323-62 à L. 2323-67 du code du travail auprès du Président.

TITRE IV - DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 18 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE ET DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

18.1 Décisions de la compétence de l'associé unique ou des associés

- 18.1.1 Conformément à l'article L. 227-19 du code de commerce, les décisions visées aux articles L. 227-13, L. 227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du code de commerce ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés.

18.1.2 L'associé unique, ou les associés (statuant à la majorité simple des associés présents ou représentés, sauf en ce qui concerne les décisions collectives résultant du consentement de tous les associés) est (sont) seul(s) compétent(s) pour prendre les décisions suivantes :

- (a) l'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital et toute émission de valeurs mobilières par la Société ;
- (b) toute fusion, scission ou tout apport partiel d'actif soumis au régime des scissions et dissolution de la Société ;
- (c) la nomination des commissaires aux comptes ;
- (d) l'approbation des comptes annuels ;
- (e) tout paiement de dividendes ou toute autre distribution ;
- (f) la transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- (g) l'adhésion à tout groupement ou autre entité pouvant entraîner la responsabilité solidaire et indéfinie de la Société ;
- (h) toutes modifications des statuts, sauf celles mentionnées à l'article 4 des présents statuts ;
- (i) la nomination, la révocation, le renouvellement et le remplacement du Président, ainsi que les modalités d'exercice (y compris la rémunération) et la cessation de ses fonctions ;
- (j) l'approbation des conventions réglementées visées à l'article 16 des présents statuts ;
- (k) la nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;
- (l) la prorogation de la Société.

18.1.3 Chaque associé a un nombre de droits de vote égal au nombre d'actions qu'il détient.

18.2 Décisions de l'associé unique

18.2.1 L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et par les présents statuts à la collectivité des associés.

18.2.2 Les décisions de l'associé unique sont prises à l'initiative du Président ou de l'associé unique lui-même.

18.2.3 Lorsque la décision de l'associé unique est sollicitée par le Président, et sauf renonciation par écrit de l'associé unique, une convocation est adressée par tous moyens, à l'associé unique par le Président deux (2) jours au moins avant la réunion projetée ; cette convocation porte indication des points devant être soumis à la décision de l'associé unique. En même temps que la convocation, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition de l'associé unique.

18.2.4 Un procès-verbal des décisions prises par l'associé unique est établi par le Président et signé par l'associé unique.

18.3 Modalités des décisions collectives

18.3.1 Les associés sont convoqués par le Président à son initiative ou sur la demande de l'un des associés.

- 18.3.2 Les associés délibèrent collectivement, sans condition de quorum. Les décisions collectives sont prises soit en assemblées, soit par consultation écrite, au choix du Président ou de l'initiateur de la consultation.
- 18.3.3 Le Président convoque les associés par lettre simple ou télécopie ou courrier électronique ou par oral deux (2) jours à l'avance, en indiquant la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pouvant se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés. En même temps que la convocation et sauf renonciation par les associés, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition des associés.
- 18.3.4 Chacun des associés peut désigner le représentant de son choix (associé ou non) à l'effet de le représenter. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un associé est illimité. Les pouvoirs sont donnés par tout moyen écrit.
- 18.3.5 Les assemblées générales des associés se réunissent au siège social de la Société (ou en tout autre lieu déterminé dans la convocation). Les assemblées sont présidées par le Président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué à cet effet par celui-ci. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son Président.
- 18.3.6 Un procès-verbal des décisions des associés rédigé en français est établi, daté et signé par le Président dans les meilleurs délais ; quel que soit le mode de consultation choisie ; ce procès-verbal doit être également signé par un secrétaire choisi par l'associé (autre que le Président) représentant l'associé détenant le plus grand nombre d'actions.
- 18.3.7 Toute décision de la compétence des associés peut également résulter, en l'absence d'assemblée, du consentement de tous les associés exprimé dans un acte écrit, rédigé en français et signé par tous les associés. Cet acte est ensuite consigné dans le registre des délibérations des associés.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 20 - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le Président établit le rapport de gestion à présenter à l'associé unique ou aux associés contenant les indications fixées par la loi.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions constituent les bénéfices ou pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % au moins, pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué à l'associé unique ou aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est, après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportée à nouveau, pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 22 - MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

L'associé unique ou la collectivité des associés statuant sur les comptes a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions de la Société.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de l'associé unique ou décision collective des associés, à défaut, par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini. C'est le Président qui a qualité pour décider de répartir un acompte à valoir sur le dividende et pour fixer le montant et la date de la répartition.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par décision du ou des associés sans qu'il puisse être supérieur à trois (3) mois à compter de celle-ci. Ce délai peut être suspendu pour une durée ne pouvant excéder trois (3) mois, par décision du Président, en cas d'augmentation du capital.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer la collectivité des associés ou l'associé unique, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution de la Société n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social. Dans les deux cas, la décision du ou des associés est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si le ou les associés n'ont pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société peut être dissoute par décision de l'associé unique ou, si elle est pluripersonnelle, par décision des associés statuant à la majorité.

Si au jour de la dissolution, qu'elle qu'en soit la cause, la Société est toujours unipersonnelle, la dissolution entraînera la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique personne morale sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve des droits d'opposition des créanciers conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil.

Si l'associé unique est une personne physique, il doit désigner un liquidateur, qui peut être lui-même ou un tiers.

Si au jour de la dissolution, la Société est pluripersonnelle, la dissolution entraîne la liquidation de la Société dans les conditions définies par la loi.

TITRE VII - CONTESTATIONS

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et le ou les associés, soit entre les associés eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé sera tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du lieu du siège social et toutes les assignations ou significations seront régulièrement délivrées à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel. A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République auprès du Tribunal de Grande Instance du siège social.

FIN DES STATUTS